

13, RUE BOUDJEMAÂ-LEBARDI À SIKKDA**22 familles exposées au danger de l'effondrement**

Le risque d'effondrement guette l'immeuble du 13, rue Boudjemaâ-Lebardi, un bien OPGI situé au centre-ville de Skikda. Depuis mercredi 2 février, 79 personnes, dont une quarantaine d'enfants, composant 22 familles, sont dans une panique extrême.

On vit, dans certains cas, à 5 familles dans un F3. Le risque d'écroulement est visible, pas la peine de détenir un diplôme en architecture pour s'en apercevoir.

A deux reprises, pour inciter les autorités compétentes à leur rendre visite, les locataires ont barré la ruelle qui mène vers l'escalier qui donne sur la place Hippocrate, où sont implantés le théâtre romain et le lycée Nahda.

Les dernières intempéries ont remis sur le tapis la menace d'effondrement de la bâtisse de type R+1 de 13 logements, dont la construction remonte à 1889. Le toit s'est affaissé dans une chambre du logement du 1^{er} étage. «Heureusement que la chambre était inoccupée.»



Photo : DR

Déjà en 2003, un rapport des services de l'urbanisme de l'APC de Skikda mettait en garde contre la vulnérabilité de l'immeuble et soulignait l'urgence d'évacuer les familles, aux fins d'éviter mort d'homme. Trois ans après, la daïra de Skikda a été saisie officiellement par l'OPGI pour effectuer le relogement des occupants. 5 ans après, ces derniers attendent toujours.

Joint par téléphone, le

directeur-général de l'OPGI de Skikda affirme que «le relogement est une affaire de quelques jours, puisque de toutes les manières, la réhabilitation de la bâtisse est impossible. La preuve nous a été donnée lorsqu'on a confié cette opération à l'une de nos unités.»

La question du vieux bâti a été à l'ordre du jour de la réunion qui s'est tenue, mercredi, au niveau du cabinet du

wali. Parmi les résolutions prises, celle liée à l'établissement par l'APC de Skikda d'un bon de commande au profit du CTC, afin que ce dernier procède à la réactualisation de l'expertise des bâtisses menaçant ruine de la vieille ville de Skikda. Gageons que cela se fera dans les plus brefs délais, car la vie des occupants et mêmes des passants est en danger.

Zaid Zoheir

AÏN-DEFLA**Des habitants d'El-Merdja offrent 7 ha pour la construction de logements**

La commune d'El Maien, comme celle de Belaâs, compte parmi les régions les plus pauvres de la wilaya de Aïn-Defla. L'eau potable et l'habitat viennent, entre autres, en tête des grands problèmes de ces populations.

On a construit peu de logements dans ces contrées. On justifie cela par la non-disponibilité d'assiettes de terrain, les terres appartenant soit à l'Etat, soit à des propriétés privées héritées de père en fils

et toujours dans l'indivision. Le 13 janvier dernier, le directeur de l'exécutif, en visite dans la commune, a décidé de faire bénéficier le chef-lieu de la commune d'El-Maien de 2 groupes de 90 logements sociaux à réaliser, en deux lots : 50 et 40 unités.

L'entreprise a été désignée, le choix des terrains avait été fait depuis longtemps mais le secteur des forêts n'avait pas apposé sa signature sur le procès ver-

bal de la commission. En attendant, le chantier est à l'arrêt.

Les habitants de la localité d'El-Merdja relevant de la commune d'El-Maien espèrent une délocalisation des 90 logements puisqu'ils proposent de faire une donation à l'Etat d'une assiette de 7 ha. Mais est-ce possible ? Sinon, disent-ils, pourquoi la wilaya ne lance-t-elle pas un autre projet ? La question demeure entière.

K. O.

ANNABA**Une agence de la banque Natixis opérationnelle**

Une nouvelle agence, la vingtième, de la banque Natixis Algérie est depuis hier opérationnelle à Annaba.

Cette banque, qui développe son réseau à travers l'ensemble des régions du pays, entend activer d'une manière durable en Algérie. Elle effectue toutes les opérations de banque en relation avec les entreprises, les professionnels, les professions libérales ainsi que les particuliers.

Elle offre également tous les produits de financement (financement à court terme du cycle d'exploitation, financement des investissements par des crédits à moyen et long terme...), a-t-on appris

auprès du directeur du réseau national, Mohamed-Tayeb Bouacha. Outre cette activité, la banque propose, selon notre interlocuteur, la gamme des produits d'épargne, l'amélioration de sa collecte pour le développement du financement de l'économie nationale. A ce titre, elle accompagne les PME/PMI dans toutes les phases de leur existence, a précisé Belbel Walid, directeur de la nouvelle agence Natixis, implantée sur un important boulevard de la ville de Annaba.

Pour le directeur du réseau national de cette banque, cette institution financière, l'une des premières installées en Algérie, dispose de trois directions régionales : centre, est et ouest. Elle s'appuie sur des

ressources humaines qualifiées, disposant de l'expertise nécessaire et s'appuyant sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication (intranet et internet). Natixis Algérie, qui a tout mis en œuvre pour réussir, vise une place à la mesure de ses efforts sur le marché bancaire national, souligne M. T. Bouacha.

Outre le directeur du réseau national, étaient présents à la sympathique cérémonie d'inauguration de l'agence le chef de la direction régionale de Constantine, des hommes d'affaires, des opérateurs économiques, des représentants des professions libérales ainsi que des journalistes de la presse nationale.

A. Bouacha

SIDI-BEL-ABBÈS**Des lots de terrain squattés par les éleveurs**

Dans une pétition signée par une trentaine d'habitants de la localité Maison Blanche, à quelques kilomètres du chef-lieu Sidi-Bel-Abbès, ces derniers dénoncent le squatt par certains éleveurs des lots de terrain destinés à la réalisation de projets de logements ruraux depuis plusieurs années pour s'adonner à l'élevage d'ovins, caprins et volailles en plein tissu urbain, retardant ainsi le démarrage desdits projets bien que leurs dossiers aient été réceptionnés et avalisés depuis longtemps, outre le fait que leur localité soit déparée par ces enclos sauvages des éleveurs et tous les désagréments qui peuvent en découler (odeur, saleté, etc.).

Les signataires évoquent aussi le non-développement de la commune avec le manque d'infrastructures à l'exemple d'une maison de jeunes, le réseau d'assainissement, mal fait, l'AEP ; les locaux commerciaux réalisés dans le cadre du programme du président de la République «100 locaux par commune» n'ont à ce jour pas été attribués. Le signataires interpellent le wali sur leur condition d'habitants à un jet de pierre du chef-lieu, Sidi-Bel-Abbès.

A. M.

GUELMA**Le calvaire des résidents de la cité Touahri**

L'entrée de la route de Sedrata est plongée dans le noir depuis des années. Les résidents de la cité Touahri, à deux kilomètres de Guelma, se plaignent du manque d'éclairage public sur ce tronçon qu'ils empruntent quotidiennement pour rentrer le soir chez eux. «Cette route, à grande circulation, devient dangereuse pour les piétons, notamment à la tombée de la nuit», nous font savoir les habitants de cette localité. Ces derniers sont également confrontés au problème de transport. «Notre cité n'est pas desservie régulièrement par les lignes de bus ; pour nos déplacements, on se débrouille comme on peut», déclarent-ils. C'est donc une situation désolante qui interpelle les autorités compétentes.

Nouredine Guergour

ADRAR**Un lycée pour Deldoul et un hôpital pour Aougrou**

La daïra d'Aougrou se trouve à plus de 130 km d'Adrar. Deldoul, l'une de ses communes, compte un collège qui permet aux apprenants de la commune de profiter pleinement des avantages du savoir. Mais une fois le cycle moyen achevé, ils doivent se diriger vers l'un des lycées d'Aougrou, à 40 km.

Afin de remédier à cette situation, le wali, lors de sa rencontre avec la société civile, a approuvé la proposition des habitants de Deldoul pour l'inscription d'un lycée et aussi d'un hôpital à Aougrou. Cette décision a été accueillie avec beaucoup de soulagement. La réalisation de l'hôpital apportera beaucoup à la population qui est obligée de subir régulièrement les ailes des déplacements soit à Timimoun soit à Adrar. Ces deux projets phares pour la daïra seront lancés au courant de ce trimestre.

E.H.S.